

Informations bibliographiques

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2011/1 Vol. 61 , PAGES 157 À 159
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724632293

DOI 10.3917/rfsp.611.0157

Date de mise en ligne : 17/02/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2011-1-page-157?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES*

Siegfried (André) - *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*.
Préface de Christian Vandermorten. -
Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles,
2010 (Fondamentaux). XVII + 684 p.

Cette réédition au format de poche de l'œuvre fondatrice d'André Siegfried, dont l'engagement pour la science politique sera aussi à l'origine de cette revue en 1951, doit être saluée. Dans une nouvelle collection née en 2008, les éditions de l'Université de Bruxelles prennent notamment la bonne habitude de publier des textes classiques de la science politique dans un format abordable à tous : après Seymour M. Lipset et Stein Rokkan, après Robert Michels, c'est la géographie électorale siegfriedienne qui est à l'honneur. Augmenté d'une préface originale rédigée par Christian Vandermorten, professeur de géographie à l'ULB, qui insiste à juste titre sur l'actualité de l'apport de l'auteur à une « science électorale » alors balbutiante, l'ouvrage reproduit intégralement l'édition originale de 1913. Cette réédition reprend également les nombreux graphiques et cartes dessinées par A. Siegfried, ainsi que les appendices méthodologiques de ce dernier. Bref, les politistes disposent là d'une édition fort précieuse pour redécouvrir une enquête électorale trop souvent réduite à quelques propositions vite stéréotypées et prendre la mesure d'une méthodologie d'autant plus innovante que l'auteur ne lui donnera presque aucune postérité, ni systématisme disciplinaire.

Y. D.

Sanguin (André-Louis) - *André Siegfried. Un visionnaire humaniste entre géographie et politique*. -
Paris, L'Harmattan, 2010 (Logiques politiques). 264 p.

La biographie qu'André-Louis Sanguin, ancien professeur de géographie politique à l'Université Paris IV, consacre à André Siegfried intéressera particulièrement les politistes soucieux de resituer dans son contexte tant historique que culturel l'œuvre de l'un des « pères fondateurs » de notre discipline. Si des pans importants de cette œuvre sont aujourd'hui bien connus (songeons

notamment aux travaux de Pierre Favre sur sa contribution méthodologique à la genèse de la science électorale française ou à la relecture judiciaire qu'avait proposé le regretté Philippe Veitl de son *Tableau politique de la France de l'Ouest* (1913), ou encore l'étude critique de ses échecs électoraux proposée par Alain Garrigou), l'ouvrage d'A.-L. Sanguin offre l'avantage de proposer une étude globale des écrits scientifiques de celui qui sera aussi un « visionnaire humaniste » ouvert à la compréhension des univers culturels et politiques étrangers. Fondé sur une information archivistique et historique rigoureuse, cet ouvrage entend aussi rappeler la contribution de l'auteur de *Vue générale de la Méditerranée* (1943) à la géographie scientifique et politique. Citant *in extenso* de nombreux documents d'archives ou articles de presse, cette bibliographie entend systématiquement rapporter les travaux d'André Siegfried aux divers « mondes sociaux » que ce dernier a fréquentés depuis sa naissance dans une « famille patricienne » du Havre (chapitre 1) jusqu'à son entrée à l'École libre des sciences politiques qu'il contribuera à sauver en 1945 (chapitre 7). On notera également la volonté appuyée de l'auteur de nuancer (trop fortement à nos yeux) la critique informée qu'avait proposée en 1993 Pierre Birnbaum de la trajectoire politique de l'auteur de *L'âme des peuples* (1949).

Y. D.

Conord (Fabien) - *Rendez-vous manqués. La gauche non communiste et la modernisation des campagnes françaises*. Préface de Mathias Bernard. -
Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010 (Politique du 20^e siècle). 376 p. Index. Bibliogr.

Cette étude historique de facture classique intéressera les spécialistes de la gauche française non communiste. Fondé sur une abondante documentation primaire touchant la période allant de la Libération au milieu des années 1970, l'ouvrage repose sur une analyse comparative de la vie politique de sept départements (Aisne, Allier, Alpes de Haute-Provence, Aude, Côtes-du-Nord, Creuse et Lot-et-Garonne). C'est là justement l'apport de cette enquête historique : analyser localement, dans toute sa diversité et complexité, la tension qui existe alors au sein de la gauche non communiste entre une volonté gestionnaire et une propension contestataire. Tension qui explique pour partie (mais pas

* Établies sous la responsabilité de Yves Déloye, assisté de Cécile Brouzeng, avec, pour ce numéro, la collaboration de Annie Laurent et Odile Rudelle, auxquelles la *Revue* adresse ses remerciements.

seulement) le lent déclin électoral des partis politiques de la gauche non communiste (socialistes et radicaux-socialistes) particulièrement au sud de la Loire. Fortement concernées par la « modernisation » agricole dont la France est le laboratoire après la seconde guerre mondiale, les populations de ces terroirs ne se reconnaissent plus dans des élites politiques vieillissantes et de plus en plus en décalage, tant du point de vue des pratiques politiques que des idées, avec les attentes des forces sociales rurales qu'elles peinent à « représenter » au Parlement. L'incapacité de cette gauche à se connecter avec les préoccupations nouvelles d'un syndicalisme agricole alors en pleine mutation renforce encore cet échec de la gauche française à comprendre la « nouvelle idéologie paysanne » de l'époque, idéologie étudiée jadis par Pierre Muller dans cette même revue.

Y. D.

Ballet (Marion) - *Campagnes présidentielles de 2002 et 2007. Les documents pour comprendre.*

Préface de Jean-Louis Debré. -

Paris, La Documentation française, 2010 (Études). 250 p.

Publié dans la collection « Études » de la Documentation française, ce recueil met à la disposition du large public les documents officiels (cadre constitutionnel et législatif, législation sur la publication et la diffusion des enquêtes d'opinion par sondage, profession de foi, résultats officiels...) ainsi qu'une chronologie documentée des campagnes électorales relatives aux deux dernières élections présidentielles françaises de 2002 et de 2007. Agrémenté de quelques cartes et de nombreux graphiques, l'ouvrage offre également l'utile retranscription des principaux débats ayant opposé les candidat(e)s au second tour de cette « élection phare de la vie politique française ». On appréciera aussi les informations relatives au financement des dites campagnes. Largement complémentaire des autres ouvrages publiés par la Documentation française relatifs à l'histoire électorale française, cet opus offre ainsi des informations et documents nécessaires à l'étude du cadrage médiatique des dites élections.

Y. D.

Gombin (Joël), Mayance (Pierre), dir. - *Droit(es) aux urnes en région PACA ! L'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.* - Paris, L'Harmattan, 2009 (Cahiers politiques). 298 p. Cartes.

Issus des travaux d'un groupe de travail sur les élections réunissant de jeunes chercheurs, cet

ouvrage, qui regroupe neuf contributions, se propose d'étudier l'élection présidentielle de 2007 en région PACA. Le choix du fil conducteur, les « figures de différence », est bienvenu puisqu'il permet de renouer avec l'approche territoriale du vote un peu délaissée ces deux dernières décennies par la science politique française, alors qu'elle constitue une branche vivace de la science politique anglo-saxonne, notamment britannique. Ces études pourraient sembler classiques, mais le recours à des approches et des méthodologies différentes – les auteurs étant politistes, géographes et économistes – contribue à renouveler quelque peu les approches. Outre la mise en évidence de l'hétérogénéité territoriale des comportements électoraux et des facteurs explicatifs des différences dans la région PACA, c'est surtout l'attention rigoureuse portée par plusieurs auteurs aux effets d'échelle (communes, cantons, circonscriptions, département, zones urbaines sensibles, etc.) et aux articulations entre niveaux qui doit être soulignée. Il en est de même pour les variables de nature spatiale ou sociologique introduites dans certaines analyses. La catégorie rural/urbain comme les catégories socioprofessionnelles sont ainsi travaillées et retravaillées avec soin, notamment par les deux directeurs de l'ouvrage. En dépit de l'hétérogénéité des contributions et des niveaux d'expertise, ce livre sera utile aux chercheurs qui y trouveront quelques pistes fécondes. Surtout, il faut souligner la présentation extrêmement pédagogique des résultats d'analyses statistiques, telles que les régressions linéaires simples et multiples ou l'analyse en composantes principales. Cette dimension de l'ouvrage est majeure pour celles et ceux qui souhaitent se familiariser avec des méthodes encore insuffisamment mobilisées dans la science politique française.

A. L.

McCool (Daniel), Olson (Susan M.), Robinson (Jennifer L.) - *Native Vote. American Indians, the Voting Rights Act, and the Right to Vote.* -

New York, Cambridge University Press, 2007. 232 p.

Bibliogr. Index.

Si le *Voting Rights Act* de 1965 et les controverses qui l'ont accompagné sont aujourd'hui bien documentés (notamment grâce au livre classique dirigé par Chandler Davidson et Bernard Grofman, *Controversies in Minority Voting. The Voting Rights Act in Perspective*, Washington, Brookings Institution Press, 1992), la réforme civique ayant permis en 1924 aux Américains d'origine indienne (*Indian Citizenship Act*) de voter est beaucoup moins connue. C'est l'une des

vertus de ce livre passionnant que d'ouvrir – à partir d'une riche documentation juridique (relative notamment à de nombreuses législations fédérales dont on trouvera un inventaire complet dans le chapitre 3 du livre) et sociologique – ce dossier essentiel à la compréhension de l'histoire électorale américaine. Plus encore à celle d'un modèle de citoyenneté dans lequel le *droit* de voter est au moins aussi important que la *pratique* effective du vote. À bien des égards, *Native Vote* confirme l'intuition théorique de Judith N. Shklar à ce propos. Après avoir retracé de manière comparative l'histoire de l'émancipation civique et électorale des populations indiennes des USA, l'ouvrage analyse en détail la contribution des associations indiennes à la mise en œuvre pratique de ces réformes et s'arrête à juste titre sur la matérialité d'un acte électoral qui ne va pas de soi. Une attention particulière est bien sûr accordée ici à la question de l'enregistrement des électeurs d'origine indienne mais également à celle des langues vernaculaires autorisées en matière d'information et de propagande électorale. Plusieurs monographies détaillées (notamment celle relative aux populations indiennes de l'Utah ou du Sud-Dakota) complètent un ouvrage qui propose en conclusion une étude prospective des effets de cette intégration électorale.

Y. D.

Jan (Pascal) - *Les assemblées parlementaires françaises*. -

Paris, La Documentation française, 2010. 232 p. Bibliogr.

Heureux constitutionnalistes qui peuvent par la simple lecture, fine et sensible, du *Journal Officiel*, se tenir informés de l'évolution extrêmement rapide des textes régissant la vie quotidienne des assemblées parlementaires d'une Cinquième République où le Parlement – toujours en quête d'un *leadership*, nous dit l'auteur – a néanmoins vu, réformes après réformes et décisions du Conseil constitutionnel et connivences du gouvernement aidant, son pouvoir de contrôle et d'orientation s'élargir, au point qu'il s'agit maintenant pour les députés et sénateurs d'habiter ces textes en leur donnant toute leur extension, en particulier depuis la dernière révision de juillet 2008, complétée par la loi organique d'avril 2009. Un bref rappel historique commence par une

histoire du bicamérisme qui, remontant au Directoire, explique que la justification aristocratique n'a jamais convaincu, alors que la sagesse attendue a été cherchée dans l'âge, l'expérience des affaires locales, voire socio-économiques. Le statut personnel est régi par des lois électorales, récemment infléchies en faveur de la parité, quand l'indépendance des élus est garantie par des immunités protégeant leur liberté de parole ainsi que par une large autonomie financière. Cette dernière contraste avec le minutieux contrôle du Conseil constitutionnel, exigé pour l'organisation du débat en séance plénière, mais non en commissions, devenues très vivantes depuis que le débat en séance ayant lieu sur le texte amendé, les ministres se voient obligés d'y venir pour défendre leur texte, sous peine de voir dénaturer leurs objectifs devant l'Assemblée. L'organisation du travail se fait au travers d'un Bureau représentatif de toutes les sensibilités politiques représentées par les groupes, et dirigé par un président assisté de six vice-présidents, trois questeurs et dix secrétaires élus par consensus. Notion fort importante pour l'autorité de l'instance et qui alimente des revendications envers les instances qui ne sont pas nommées de la même façon ouverte, même si le président de la commission des finances appartient maintenant à l'opposition. Ainsi pour les commissions d'enquête, les délégations à l'information, les commissions permanentes et missions d'information, ou le jeune Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, dont le rôle devrait grandir si les parlementaires apprennent vraiment à s'en saisir. Toutes les innovations récentes – ainsi de l'ordre du jour réservé ou du partage du temps des questions – sont saluées, d'autres sont espérées, comme l'élargissement de la proportionnelle pour les instances de contrôle, à l'exception d'une seule qui limite le recours à l'adoption sans vote aux seules lois budgétaires et de la Sécurité sociale, auxquelles peut être ajoutée une loi ordinaire par session. Et l'auteur de conclure qu'un demi-siècle de parlementarisme majoritaire a fait oublier les leçons de l'histoire qui dit qu'en cas de conflit politique aigu, tout sujet peut se révéler matière à contestation, devenir la cause d'une grave rupture de confiance et, ce faisant, ouvrir une crise majeure qui n'avait pas été voulue.

O. R.